



## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Administration générale, Affaires  
Juridiques, Contentieux

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Eric PETIT, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Administration générale, Affaires Juridiques, Contentieux - Protocole d'accord transactionnel conclu avec la société Chubb European Group PLC relatif au règlement du litige consécutif au sinistre incendie survenu sur l'unité Amétyst le 10 septembre 2010**

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 14 juin 2005, le Conseil d'Agglomération, aujourd'hui Conseil de Métropole, a autorisé la signature d'un marché avec le groupement d'entreprises VINCI ENVIRONNEMENT, SOGEA SUD, AT&E ARCHITECTE en vue de la construction de l'unité de méthanisation AMETYST pour le traitement des déchets ménagers sur le territoire de la ville de Montpellier.

Par une nouvelle délibération du 20 juillet 2010, le Conseil a autorisé la signature d'un protocole transactionnel visant notamment à reporter la réception des installations, initialement prévue en avril 2008, au plus tard le 31 mars 2011.

Le 13 septembre 2010, un incendie s'est déclaré au sein de l'atelier de déshydratation des digestats de l'unité Amétyst. En l'absence de consensus avec le cabinet d'expert désigné par le constructeur pour la recherche de l'origine du sinistre, la compagnie d'assurance « TRC – Tous risques, montage, essais » a saisi le 5 octobre 2010 le Tribunal Administratif de Montpellier par voie de référé, à l'effet de désigner un expert chargé notamment de définir les causes, origine et circonstances de l'incendie.

Les conclusions de l'expert judiciaire ont établi que les dommages résultaient de réparations provisoires ou de fortune mises en œuvre par le constructeur sur l'un des équipements. Le montant des préjudices financiers subis par la Métropole au titre des préjudices matériels et immatériels, déduction faite des franchises, a été arrêté à hauteur de 1 755 000 € HT.

Au vu de ces conclusions, l'assureur TRC a confirmé sa non garantie, principalement sur le fondement majeur que la nature des réparations mises en œuvre rentrait dans la catégorie des exclusions de garantie.

Afin d'éviter de porter le différend qui les oppose devant les juridictions compétentes, Montpellier Méditerranée Métropole et l'assureur se sont rapprochés et ont convenu d'une issue transactionnelle moyennant des concessions réciproques qui conduisent l'assureur à accepter de payer à titre global et définitif, une somme de 877 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature du protocole d'accord transactionnel à conclure avec la société Chubb European Group PLC, tel qu'exposé ci-dessus ;
- dire que les crédits sont inscrits en recette au budget de la Métropole, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-243400017-20190221-71805-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- projet transaction ACE 08-2018.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.